

LA SEULE ISSUE FAVORABLE DANS LA CRISE POLITIQUE : NOUS MOBILISER POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt

général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation ! En À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi - une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Collecte réussie, le bulletin « Révolutionnaires » financé par les postiers eux-mêmes !

Il y a deux semaines, nous avons été nombreux à donner pour financer le bulletin. La collecte a été fructueuse puisqu'elle a permis de réunir 70 euros sur les trois brigades. De quoi payer le papier et l'encre pour plusieurs mois. « Révolutionnaires » peut donc continuer à dénoncer les petites et grandes injustices en toute indépendance financière. Il ne reste plus qu'à le faire circuler de collègue en collègue pour que les idées révolutionnaires se propagent et deviennent une force.

Débrayages en pagaille

Sur de nombreuses PICs, des débrayages ont eu lieu ces derniers jours. À Rouen, Pagny, Lesquin, Bordeaux, Nantes et Montpellier, des collègues sont sortis par dizaines pour exprimer leur mécontentement. Les raisons de la colère sont multiples, mais ces débrayages simultanés montrent qu'il existe bel et bien une atmosphère de révolte dans les PICs.

Marre de l'exploitation

Marre des cadences qui s'accroissent, marre des petits salaires, marre du sous-effectif, marre des primes trop faibles, etc., etc. C'est un ras-le-bol général qui s'est exprimé à Lesquin, dans les brigades du matin et d'après-midi, au cours des débrayages qui se sont renouvelés toute la semaine. Un premier pas pour exprimer notre colère et nous faire entendre.

Rejoints par des grévistes le 5 décembre !

Les débrayages qui ont eu lieu la semaine dernière ont été rejoints le jeudi 5 décembre par des grévistes sur la journée entière. À la base, cette journée était appelée contre les mesures anti-ouvrières touchant les fonctionnaires, comme l'augmentation des jours de carence en cas d'arrêt maladie. Finalement, nous avons été plusieurs – en CDI ou fonctionnaires – et de toutes les brigades à faire grève toute la journée, une manière de participer au mouvement des débrayages qui avait débuté plus tôt dans la semaine.

Une discussion qui fait le tour de la PIC

Les informations sur cette semaine mouvementée ont largement fait le tour de la PIC. Les discussions étaient nombreuses, sur tous les chantiers et dans toutes les brigades. Les problèmes de sous-effectif et de bas salaires sont les mêmes pour toutes et tous. Avec ces premières actions, l'idée de marquer notre colère ensemble commence à circuler, et c'est tant mieux.

Un chèque cadeau de... 40 euros !

Comme si les raisons de la colère n'étaient pas assez nombreuses, la direction est venue ajouter un petit grain de sel en distribuant sa carte cadeau de fin d'année, d'une valeur de 40 euros. Une véritable honte

dénoncée par beaucoup d'entre nous. Dans la famille, parmi nos amis, on connaît tous des gens qui bossent dans des PME et qui touchent 2, 4, parfois 10 fois plus en fin d'année. Mais pour une multinationale comme La Poste, qui a engrangé des milliards d'euros de bénéfices ces dernières années, 40 euros, c'est déjà bien assez... voire trop.

Des PICs ferment

Les débrayages à Lesquin ont été suivis de ceux dans les PICs de Bordeaux et Pagny. Elles ont en commun d'avoir récupéré le courrier des PICs qui ferment, comme Clermont, Roye et Strasbourg. Les fermetures de ces PICs, la pagaille et le sous-effectif qu'elles provoquent ailleurs sont une des causes des débrayages. Puisque la direction de La Poste a prévu toutes ces fermetures de manière coordonnée, la meilleure réponse à leur donner est de se coordonner entre postiers et postières des différentes PICs pour s'y opposer.

En nuit, une attaque contre nos CA

L'annonce du passage aux 30 CA en nuit n'est pas passée inaperçue. Loin d'être une gentillesse de La Poste, cette mesure va, au final, nous compliquer la vie et, dans certains cas, nous obliger à poser plus de CA pour avoir des semaines complètes. Cette mesure a déjà provoqué des débrayages en nuit dans les PICs de Rouen et Montpellier. Il n'y a aucune raison de se laisser prendre nos CA sans réagir.

Plan d'austérité XXL à La Poste ?

Depuis une semaine, les communications de La Poste sont alarmistes. Il n'y aurait plus d'argent dans la branche courrier/colis. Elle serait même à la limite de la banqueroute. Ces grands discours n'ont qu'un objectif : nous faire avaler de nouvelles attaques. Elles commencent déjà en virant celles et ceux d'entre nous en intérim qui n'acceptent pas de CDD. Pourtant, La Poste engrange des milliards d'euros de bénéfices nets depuis des années sur notre travail. Et ça, aucun jeu comptable ne pourra le cacher.

**Toutes nos publications sur
site : <https://npa-revolutionnaires.org/>**